

## Pendillard

# Phase de transition prolongée jusqu'en 2024

**Le Conseil fédéral a reporté au 1<sup>er</sup> janvier 2024 l'introduction obligatoire des pendillards. Dans les cantons de Lucerne et de Thurgovie, elle est toutefois entrée en vigueur début 2022 comme prévu à l'origine dans toute la Suisse.**

Pour les exploitations de tous les cantons, à l'exception de ces deux derniers, le report permet de s'équiper de la nouvelle technologie, d'acquérir de nouvelles citernes à lisier ou d'envisager une autre solution telle qu'une collaboration entre plusieurs exploitations ou encore un mandat à des agro-entrepreneurs.

### Questions et incertitudes

Des doutes subsistent sur cette thématique. La transformation de citernes à lisier existants est par exemple tout sauf facile, car le surpoids se répercute sur les freins. La charge utile est également réduite. Qu'en est-il du comportement de conduite lorsque la citerne n'est que partiellement remplie ou vide? La forte demande pour les nouvelles citernes à lisier a déjà entraîné des difficultés d'approvisionnement.

### Définitions

Quelle technique d'épandage est désormais autorisée? Les cantons de Thurgovie et de Lucerne jouent quasiment un rôle de pionniers.

**Canton de Thurgovie**, Landwirtschaftsamt, Amt für Umwelt und BBZ Arenenberg:

«La technologie doit au moins permettre d'atteindre la réduction des émissions du pendillard. En plus du pendillard, le sabot d'épandage et le système à injection sont également considérés comme des techniques reconnues. Pour les autres systèmes, une preuve scientifique de la réduction des émissions doit être fournie.»

**Canton de Lucerne**, Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement, Landwirtschaft und Wald (Iawa):

«Les méthodes reconnues jusqu'à présent sont l'application en bande avec des tuyaux souples (pendillards) ou un sabot d'épandage et l'injection en fente ouverte ou fermée. Les systèmes d'épandage sont considérés comme des pendillards si les critères suivants sont respectés:

- Le lisier et les produits de fermentation liquides sont déposés directement sur la surface du sol.
- Le lisier et les produits de fermentation liquides s'écoulent sans surpression de la conduite de distribution vers le sol et il n'y a pas d'éclaboussures au sol qui entraîne une pollution importante.
- L'écoulement direct couvre tout au plus 20 % de la surface du sol.

- Lors du retournement et sur la surface de manœuvre, il est possible de couvrir au maximum 35 % de la surface. En outre, l'épandage à l'aide de sabots larges dans les cultures est autorisé à condition que les engrais liquides de ferme épandus soient incorporés au sol au cours de la même journée.»

### Exceptions

Il existe des exceptions, par exemple pour les exploitations dont la surface utile est inférieure à 3 hectares et celles dont la pente est supérieure à 18%.

Les exploitations dont le responsable est sur le point de partir à la retraite tiennent également lieu d'exception, mais uniquement dans le canton de Lucerne. Dans le canton de Thurgovie, ils peuvent louer le matériel à un voisin ou chez un agro-entrepreneur.

Les exceptions doivent être approuvées par le service cantonal compétent. Les cantons de Lucerne et de Thurgovie acceptent actuellement aussi des demandes de dérogation en raison de problèmes de livraison des nouveaux dispositifs, mais celles-ci ne s'étendront probablement pas au-delà de 2024.

Résumé: Rob Neuhaus



Mit dem Schleppschlauch werden die gesetzlichen Anforderungen erfüllt. Die begüßbare Fläche von maximal 20 % wird eingehalten. Bild: Hochdorfer Technik AG

Le pendillard permet de répondre aux exigences légales. La surface pouvant être remplie de 20 % maximum est respectée. Photo: Hochdorfer Technik AG

Schleppschlauch

# Übergangsphase bis 2024 verlängert



**Der Bundesrat hat die Einführung des Schleppschlauch-Obligatoriums auf den 1. Januar 2024 verschoben. In den Kantonen Luzern und Thurgau ist es jedoch, wie ursprünglich schweizweit vorgesehen, bereits per Anfang 2022 in Kraft getreten.**

Für die Betriebe in allen, ausser den zwei genannten, Kantonen gibt der Aufschub Gelegenheit, für die neue Technik aufzurüsten, neue Güllefässer anzuschaffen oder eine andere Lösung, wie zum Beispiel überbetriebliche Zusammenarbeit oder den Auftrag an Lohnunternehmen ins Auge zu fassen.

#### Fragen und Unsicherheiten

Bei der ganzen Thematik gibt es verschiedene Unsicherheiten. Zum Beispiel ist die Umrüstung von bestehenden Güllefässern keinesfalls banal, weil sich das zusätzliche Gewicht auf die Bremsen auswirkt. Ebenfalls reduziert sich die Nutzlast – was heisst das für das Fahrverhalten, wenn das Fass nur zum Teil gefüllt oder leer ist? Bei neuen Güllefässern hat die grosse Nachfrage bereits zu Lieferengpässen geführt.

#### Definitionen

Und welche Ausbringtechnik ist neu zulässig? Die Kantone Thurgau und Luzern übernehmen quasi eine Pionierrolle.

**Kanton Thurgau**, Landwirtschaftsamt, Amt für Umwelt und BBZ Arenenberg:

«Die Technik muss mindestens die Emissionsminderung des Schleppschlauches erreichen. Neben dem Schleppschlauch gelten der Schleppschuh und der Gülledrill ebenfalls als anerkannte Techniken. Für andere Systeme muss ein wissenschaftlicher Nachweis für die Emissionsminderung erbracht werden.»

**Kanton Luzern**, Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement, Landwirtschaft und Wald (Iawa):

«Bisher anerkannte Verfahren sind

### Les bases

#### Ordonnance sur la protection de l'air (OPair)

Plus de 90% des émissions d'ammoniac en Suisse proviennent de l'agriculture, et le lisier en engendre une grande partie. Dans sa politique agricole en vigueur à partir de 2022, le Conseil fédéral indique qu'il existe un potentiel de réduction. Deux mesures visant à éviter les émissions d'ammoniac et d'odeurs sont désormais intégrées à l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair). D'une part, les stocks de lisier devront être recouverts en permanence afin d'éviter les émanations d'ammoniac. D'autre part, il sera désormais obligatoire d'épandre le lisier à l'aide de tuyaux souples (pendillards) ou d'un sabot d'épandage et non plus de plateaux à chocs, si la topographie le permet. Ce procédé d'épandage visant à réduire les émissions est encouragé depuis plusieurs années dans le cadre de l'ordonnance sur les paiements directs.

#### Protection de l'air dans l'agriculture

La détention d'animaux de rente est la principale cause des émissions d'ammoniac nocives pour l'environnement. Les étables, les aires de promenade et les stocks d'engrais doivent être construits et exploités de façon à réduire la production d'ammoniac. La fertilisation peut aussi se faire de façon à réduire les émissions. L'OPair stipule que l'autorité prend des mesures préventives pour éviter les émissions diffuses provenant par exemple d'étables ou de champs. Cette règle vaut pour les polluants atmosphériques tels que l'ammoniac et les substances odorantes.

#### Réduction de l'ammoniac lors de l'épandage de l'engrais

Les points suivants doivent être respectés lors de l'épandage d'engrais:

- Les plantes sont capables d'absorber l'azote.
- Les besoins en nutriments liés à la croissance des plantes sont satisfaits.
- La fertilisation doit de préférence se faire par temps froid et en l'absence de vent.
- Les engrais de ferme doivent pénétrer le plus rapidement possible dans le sol.
- Pour le lisier, il faut utiliser des pendillards (tuyaux souples), un sabot d'épandage ou un dispositif similaire.
- Le fumier est rapidement incorporé au sol.

#### Surfaces et exploitations concernées par l'obligation d'utiliser des méthodes d'épandage réduisant les émissions:

L'exigence de l'OPair s'applique aux exploitations dont la surface fertilisable est d'au moins 3 hectares. Les surfaces présentant une pente de plus de 18%, les petites surfaces (inférieures ou égales à 25 ares) et les prairies peu intensives, les vignes, la permaculture, les vergers et les arbres fruitiers à haute tige de la classe de qualité II ne sont pas considérés comme des surfaces exigeant un épandage à faibles émissions.

#### Révision partielle de l'aide à l'exécution pour la protection de l'environnement dans l'agriculture pour la gestion du lisier:



[https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/direktzahlungen/oekologischer-leistungsnachweis/vollzugshilfe\\_umweltschutz\\_in\\_der\\_landwirtschaft.html](https://www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/direktzahlungen/oekologischer-leistungsnachweis/vollzugshilfe_umweltschutz_in_der_landwirtschaft.html)

## Online-Lohnumfrage der AM Suisse. Schon mitgemacht?

Enquête sur les salaires en ligne d'AM Suisse.  
Vous avez déjà participé ?



## Die Grundlagen

### Luftreinhalte-Verordnung LRV

Über 90 Prozent der schweizerischen Ammoniakemissionen stammen aus der Landwirtschaft, ein Grossteil fällt auf die Gülle. Der Bundesrat hält in seiner Agrarpolitik ab 2022 fest, dass es Potenzial zur Reduktion gibt. Zwei Massnahmen zur Vermeidung von Ammoniak- und Geruchsemissionen werden nun in die Luftreinhalte-Verordnung (LRV) aufgenommen: Zum einen müssen Güllelager dauerhaft abgedeckt sein, damit kein Ammoniak austreten kann. Zum anderen ist es künftig Vorschrift, Gülle – wo topografisch möglich – mit Schleppschlauchverteilern und nicht mehr mit Pralltellern auszubringen. Dieses emissionsmindernde Ausbringverfahren wird seit mehreren Jahren im Rahmen der Direktzahlungsverordnung gefördert.

### Luftreinhaltung in der Landwirtschaft

Die Nutztierhaltung ist Hauptverursacherin der umweltschädigenden Ammoniakemissionen. Ställe, Laufhöfe und Düngerlager sollen so gebaut und betrieben werden, dass weniger Ammoniak entsteht. Auch beim Düngen können Emissionen reduziert werden. Die LRV legt fest, dass die Behörde für diffuse Emissionen, wie sie beispielsweise aus Ställen oder von Feldern erfolgen, vorsorgliche Massnahmen verfügt. Dies gilt für Luftschadstoffe wie Ammoniak und Geruchsstoffe.

### Ammoniakminderung beim Ausbringen des Düngers

Beim Ausbringen von Dünger sind folgende Punkte zu beachten:

- Die Pflanzen sind in der Lage, den Stickstoff aufzunehmen.
- Der Nährstoffbedarf durch das Pflanzenwachstum ist gegeben.
- Bei möglichst kühler und windstiller Witterung düngen.
- Hofdünger soll möglichst rasch in den Boden eindringen.
- Für Gülle wird ein Schleppschlauch, Schleppschuh oder ähnliches verwendet.
- Mist wird rasch in den Boden eingearbeitet.

### Flächen und Betriebe, die von der Pflicht zur emissionsmindernden Ausbringung betroffen sind:

Die Vorgabe der LRV gilt nur für Betriebe mit einer emissionsmindernd zu begüllenden landwirtschaftlichen Nutzfläche von mindestens 3 Hektaren. Als nicht emissionsmindernd zu begüllende Flächen gelten Flächen mit mehr als 18% Hangneigung, Kleinflächen (< = 25 Aren) sowie wenig intensiv genutzte Wiesen, Reben, Permakulturen, Obstanlagen und Hochstammfeldobstbäume der Qualitätsstufe II.

### Teilrevision der Vollzugshilfe Umweltschutz in der Landwirtschaft zum Umgang mit Gülle:



[https://www.blw.admin.ch/blw/de/home/instrumente/direktzahlungen/oekologischer-leistungsnachweis/vollzugshilfe\\_umweltschutz\\_in\\_der\\_landwirtschaft.html](https://www.blw.admin.ch/blw/de/home/instrumente/direktzahlungen/oekologischer-leistungsnachweis/vollzugshilfe_umweltschutz_in_der_landwirtschaft.html)

die bandförmige Ausbringung mit Schleppschlauch- oder Schleppschuhverteilern und das Schlitzdrillverfahren mit offenem oder geschlossenem Schlitz. Ausbringssysteme gelten als Schleppschlauch, wenn die folgenden Kriterien eingehalten werden:

- Gülle und flüssige Vergärungsprodukte werden direkt auf die Bodenoberfläche abgelegt.
- Gülle und flüssige Vergärungsprodukte fliessen ohne Überdruck aus der Verteilung auf den Boden und es tritt kein Verspritzen am Boden auf, das zu einer erhöhten flächigen Verschmutzung führt.
- Durch den direkten Ausfluss werden maximal 20 Prozent der Bodenoberfläche begüllt.
- Beim Wenden und auf der Manöverfläche dürfen maximal 35 Prozent der Fläche begüllt werden.

Im Weiteren ist die Ausbringung mit Breitverteilern im Ackerbau, sofern die ausgebrachten flüssigen Hofdünger innerhalb des gleichen Tages in den Boden eingearbeitet werden, zulässig.»

### Ausnahmen

Ausnahmen gibt es zum Beispiel für Betriebe mit einer begüllbaren Fläche von weniger als 3 Hektaren und für Flächen mit einer Neigung von mehr als 18 Prozent.

Auch ausgenommen sind – nur im Kanton Luzern – Betriebe, deren Betriebsleiter kurz vor der Pensionierung stehen. Im Kanton Thurgau heisst es dazu, sie könnten die Technik beim Nachbarn oder beim Lohnunternehmer ausmieten.

Ausnahmen müssen von der zuständigen kantonalen Stelle bewilligt werden. Zurzeit werden in den Kantonen Luzern und Thurgau auch Ausnahmegesuche, aufgrund von Lieferengpässen der neuen Verteiler, bewilligt. 2024 wird damit wohl Schluss sein. ■

*Zusammenfassung: Rob Neuhaus*